

ARCHIVES ET DROITS DE L'HOMME
Nouvelles de la Section des Archives et des Droits de l'Homme
Numéro 131, Octobre 2020
Écrit et compilé par Trudy Huskamp Peterson

Commentaires.

Musk, mémoire et commémoration.

Elon Musk est l'une des personnes les plus riches du monde. Il possède Tesla, qui fabrique des voitures électriques et développe des auto-conduites, et SpaceX, qui non seulement met les satellites en orbite, mais tente de rendre les voyages vers Mars réalisables. Selon un récent numéro de *The Economist*, il a une autre firme appelée Neuralink qui vise à permettre de déplacer des objets par le pouvoir de la pensée et de permettre "un avenir dans lequel les souvenirs peuvent être téléchargés et stockés ailleurs, et les êtres humains peuvent former une 'symbiose' avec l'intelligence artificielle." <https://www.economist.com/science-and-technology/2020/09/02/elon-musks-vision-of-the-future-takes-another-step-forward>

Les souvenirs téléchargés sont quelque chose que les archivistes connaissent bien. La mémoire est ce qu'une personne vivante tient dans l'esprit au sujet des personnes et des événements. La préservation de ces souvenirs peut être spontanée — pensez aux millions de personnes qui documentent leurs expériences avec la pandémie Covid-19 — ou soigneusement planifiées, comme l'ouverture par le Parlement monténégrin d'un centre de documentation pour "recueillir des documents liés au conflit balkanique des années 1990 et au rôle joué par le Monténégro" et le projet du Centre commémoratif de Srebrenica et de *BIRN* Bosnie-Herzégovine de filmer des entretiens avec 100 témoins survivants du génocide des Bosniaques de Srebrenica en juillet 1995 par les forces Serbes de Bosnie. Les archives conservent les souvenirs "téléchargés" documentés. https://balkaninsight.com/2020/10/05/montenegro-parliament-opens-war-crimes-documentation-centre/?utm_source=Balkan+Insight+Newsletters&utm_campaign=0d6d2c7238-BI_DAILY&utm_medium=email&utm_term=0_4027db42dc-0d6d2c7238-319725265; https://balkaninsight.com/2020/10/29/srebrenica-memorial-centre-and-birn-launch-genocide-testimony-project/?utm_source=Balkan+Insight+Newsletters&utm_campaign=8d211fa61f-BI_DAILY&utm_medium=email&utm_term=0_4027db42dc-8d211fa61f-319725265

Lors de l'évaluation et de la réponse aux atrocités contemporaines et de la défense des droits de l'homme, une question centrale est d'obtenir et de préserver les sources nécessaires. Bien que l'information puisse être orale, l'information en tant que source à long terme est physique : papier, photographies, courriels, productions d'ordinateur, bases de données, images satellites, enregistrements vidéo et audio. Les souvenirs peuvent certainement être transmis oralement; les groupes autochtones montrent que le transfert multigénérationnel de la mémoire est une tradition bien vivante. Mais pour utiliser la mémoire comme source d'histoire et pour les processus de justice en matière de droits de la personne, elle doit être convertie en l'un de ces formats : une entrevue, un témoignage, un formulaire d'enquête, l'écoute électronique d'une conversation, par exemple. Un avocat qui établit un contrat sur la base d'un accord oral dira qu'elle le "commémore". Une fois que la mémoire est capturée, elle peut être utilisée et réutilisée loin dans le futur après que la personne ne l'est plus. Il y a beaucoup de considérations dans la documentation des souvenirs, y compris, ce qui est important, celle de ne pas re-traumatiser les personnes qui ont subi une grande violence. Mais il y a une valeur immuable de temps propre à elle : les souvenirs s'estompent, les gens meurent, certaines personnes éprouvent l'amnésie temporaire.

La commémoration est différente de la mémoire en soi : il s'agit d'une représentation structurelle, un déclencheur de la mémoire du passé. Il s'agit généralement d'une expression publique - un statut, un marqueur commémoratif (comme une pierre tombale), un musée, un événement commémoratif, entre autres - alors que la mémoire est intrinsèquement un attribut individuel; sa représentation peut être

entièrement privée, en tant que journal intime ou publique en tant qu'affichage sur les médias sociaux. Un récent rapport du Rapporteur spécial des Nations Unies sur la promotion de la vérité, de la justice, de la réparation et des garanties de non-réurrence fournit des exemples et des recommandations pour la commémoration (voir point ci-dessous).

Le problème persistant, cependant, est que la commémoration peut diviser aussi bien que guérir. Dans le monde entier, en 2020, nous avons vu un nombre incalculable de caractéristiques de commémorations démolies : statues de racistes enlevées, bâtiments renommés, pierres tombales dégradées. La commémoration d'une génération ou d'un groupe peut être un anathème pour une autre. Télécharger des souvenirs, surtout s'ils sont transformés en commémoration publique, est plus complexe que l'initiative de haute technologie d'Elon Musk ne s'en rend compte.

Nouvelles Internationales.

Cour européenne des droits de l'homme (CEDH). La Cour a estimé que la Roumanie avait violé les droits de deux étudiants pakistanais qu'elle avait expulsés "pour terrorisme" en 2012, a rapporté *BIRN*. Les étudiants n'ont reçu "aucune information sur les étapes clés de la procédure ou sur la possibilité d'accéder à des documents classifiés dans le dossier", éléments de preuve qui ont été "gardés secrets pendant tout le processus pour des raisons de sécurité nationale". https://balkaninsight.com/2020/10/15/echr-rules-against-romania-for-deporting-pakistani-terrorists/?utm_source=Balkan+Insight+Newsletters&utm_campaign=eb367ef58a-BI_DAILY&utm_medium=email&utm_term=0_4027db42dc-eb367ef58a-319725265

Cour de justice de l'Union européenne. La plus haute cour de l'Union européenne a estimé que "la surveillance massive sans restriction des données téléphoniques et internet est illégale" et que "la conservation générale et aveugle de ces données ne peut être autorisée que lorsque les gouvernements sont confrontés à une "grave menace pour la sécurité nationale", rapporte Reuters. C'est aux États membres de l'UE de définir ce qui constitue une telle menace. https://balkaninsight.com/2020/10/15/echr-rules-against-romania-for-deporting-pakistani-terrorists/?utm_source=Balkan+Insight+Newsletters&utm_campaign=eb367ef58a-BI_DAILY&utm_medium=email&utm_term=0_4027db42dc-eb367ef58a-319725265

Mécanisme résiduel international pour les tribunaux criminels (MICT). André Guichaoua, professeur de sociologie à la Sorbonne et témoin expert du génocide rwandais devant plusieurs tribunaux et organes judiciaires, a écrit dans *Justice Info* sur les enjeux du procès Felicien Kabuga. Kabuga est connu comme un financier du génocide, de sorte que les preuves de "comptabilité et les records de gestion du personnel des entreprises publiques et privées" sont importants. M. Guichaoua craint que, près de 30 ans après le génocide, des records pertinents ne soient pas sauvés en Belgique, en Suisse, en France et ailleurs, qu'il y ait "destruction probable d'archives cruciales". <https://www.justiceinfo.net/fr/les-debats-justiceinfo/opinions/45543-rwanda-enjeux-proces-felicien-kabuga.html>

Tribunal pénal spécial de la République centrafricaine. *Justice Info* s'est plainte que le tribunal "refuse de divulguer l'identité de ses détenus" parce que, dit-il, le pays est trop incertain pour divulguer les noms ou même le nombre de personnes en détention. En 2019, le procureur spécial de la Cour a déclaré que le parquet de Bangui avait remis le "dossier des crimes commis dans trois localités" à Paoua et a annoncé en mai 2020 qu'il avait pris une affaire de Ndele. Amnesty International a déclaré : "C'est la première fois qu'un tribunal international ou un tribunal hybride fonctionne avec si peu de transparence". » <https://www.justiceinfo.net/fr/tribunaux/tribunaux-mixtes/45662-centrafrique-etrange-secret-detentions-cour-speciale.html>

Nations unies. Le Rapporteur spécial (SR) sur les droits culturels a publié un rapport sur le "changement climatique, la culture et les droits culturels". En discutant des "impacts négatifs du changement climatique sur la culture, le patrimoine culturel et les droits culturels", le SR a écrit: "Une analyse et une documentation adéquates, y compris une cartographie complète des dommages aux droits culturels et culturels, et l'élaboration de stratégies globales pour prévenir et y répondre, sont des tâches essentielles aux niveaux international et national à l'avenir". Et, a-t-elle noté, "à l'échelle mondiale, les archives et les bibliothèques, les grands dépôts de connaissances humaines, de culture et d'histoire sont également menacés". La note de bas de page de cette phrase fait référence à la communication faite à la SR par la Section des archives et des droits de l'homme de l'ICA. Parmi les recommandations, il y a : " Concevoir des mesures appropriées pour surveiller les impacts du changement climatique sur le patrimoine culturel et s'adapter aux conséquences néfastes de celui-ci; et envisager des adaptations telles que l'enregistrement

et la numérisation complets de la culture et du patrimoine culturel et fournir un financement et une coopération technique adéquats.” <https://www.ohchr.org/EN/Issues/CulturalRights/Pages/ClimateChange.aspx>

Le Rapporteur spécial sur la promotion de la vérité, de la justice, de la réparation et des garanties de non-réurrence a publié un rapport sur “les processus de commémoration dans le contexte de graves violations des droits de l’homme et du droit international humanitaire: le cinquième pilier de la justice transitionnelle”. Les paragraphes 70-72 sont sur l’accès aux archives; “Le Rapporteur spécial considère que la protection des archives est essentielle pour permettre aux sociétés d’apprendre la vérité et de reprendre possession de leur histoire”. Une recommandation dit: “Pour que les processus de commémoration soient efficaces, il est essentiel de protéger les archives des agences de l’État et des organisations de la société civile, en particulier celles qui travaillent dans le domaine des droits de l’homme. Les archives devraient être accessibles conformément aux normes établies, et les gouvernements devraient lever les obstacles à cet accès. Les paragraphes 73-76 exhortent l’ONU à établir “une méthodologie utile pour donner accès à ses archives”. <https://undocs.org/en/A/HRC/45/45>

Le Honduras a ratifié le Traité sur l’interdiction des armes nucléaires, le 50e pays à le faire, qui déclenche l’entrée en vigueur du traité en 90 jours. Les cinq puissances nucléaires d’origine - les États-Unis, la Russie, la Chine, le Royaume-Uni et la France - n’ont pas signé, et AP a obtenu une lettre que les États-Unis ont envoyée “aux signataires du traité disant que l’administration Trump estime avoir commis une erreur stratégique » et les exhortant à annuler leur ratification”. <https://abcnews.go.com/US/wireStory/nuclear-weapons-ban-treaty-enter-force-73810802>

Organisation mondiale de la Santé (OMS). L’OMS a annoncé “la création d’une commission indépendante de sept personnes chargée d’enquêter sur les allégations d’exploitation et d’abus sexuels commis par des travailleurs humanitaires lors de la récente épidémie d’Ebola en République démocratique du Congo”, a indiqué la Fondation Thomson Reuters. Pour en arrière-plan, voir Nouvelles SADH, Septembre 2020. <https://www.reuters.com/article/us-congo-ebola-sexcrimes-who-trfn-idUSKBN2741I2>

Monde. Nouvelles générales.

Adoption. “Des milliers de bébés ont été adoptés de l’Inde et du Sri Lanka dans les années 1970 et 1980 vers les pays occidentaux, certains illégalement victimes de la traite ou volés à leurs parents”, a écrit *Undark*. “Aujourd’hui, de nombreux adoptés sont aux prises avec des questions sur leur identité. En Inde, leurs recherches sont souvent entravées par des documents manquants ou l’intransigeance bureaucratique. Les tests ADN sont une option, mais la recherche génétique a “historiquement sous-échantillonné les populations africaines, asiatiques et latinos” et les banques de données commerciales sont également limitées. Un Hollandais à la recherche de ses parents indiens a déclaré: “Il est, désolé d’utiliser ce mot, totalement mal placé que les adoptés doivent recourir à ces bases de données d’ADN commercial . . . [parce qu’ils ne le feraient pas si les autorités en Inde coopéraient.” <https://undark.org/2020/10/19/south-asian-adoptees-dna-tests/>

Records du monde des affaires. *Bloomberg* a obtenu des documents internes d’Exxon Mobil Corporation montrant qu’avant le début de la pandémie COVID-19 ,Exxon “avait des plans pour augmenter les émissions annuelles de dioxyde de carbone par autant que la production de l’ensemble du pays de la Grèce . . . l’un des plus grands émetteurs d’entreprises contre les efforts internationaux visant à ralentir le rythme du réchauffement. Exxon a répondu que “les projections identifiées dans les documents divulgués ont considérablement changé”. Exxon et d’autres compagnies pétrolières sont poursuivis par “une douzaine de villes, comtés et États américains “demandant une compensation des consommateurs et des contribuables sur le coût de l’adaptation au changement climatique” causé en partie par l’utilisation de combustibles fossiles. https://www.bloomberg.com/news/articles/2020-10-05/exxon-carbon-emissions-and-climate-leaked-plans-reveal-rising-co2-output?mbid=&utm_source=nl&utm_brand=tny&utm_mailing=TNY_ClimateCrisis_100720&utm_campaign=aud-dev&utm_medium=email&bxid=5c48efcf2ddf9c4807adf975&cndid=53684912&hasha=8fcd7efd9e9d6389b9f914ad34a5948d&hashb=be86af3880f5d49a71f804266e79b70bb4fa408d&hashc=f553fa26cd5d27697a335ab74e22a11c9b48c47784712d14145ae3c0ed4aad10&esrc=no_source_code&utm_term=TNY_ClimateCrisis

Le département américain de la Justice a annoncé “un règlement global des enquêtes civiles et criminelles sur la commercialisation agressive par Purdue Pharma de médicaments opioïdes, y compris l’OxyContin”, a rapporté la *Radio publique nationale*. Selon les Centres pour le contrôle et la prévention des maladies des États-Unis, plus de 232 000 résidents des États-Unis sont morts d’une épidémie d’ordonnance d’opioïdes au cours de laquelle l’utilisation de l’OxyContin a été un facteur clé. Le règlement doit être approuvé par le juge fédéral des faillites qui supervise le cas de Purdue; parmi les dispositions controversées de l’accord figure “la demande du ministère de la Justice au juge que Purdue et les Sackler [la famille propriétaire de Purdue] soient protégés contre la divulgation de certaines informations internes aux créanciers, y compris aux représentants de l’État” qui ont encore des poursuites en cours. Pour en faire le point sur ce long litige et les dossiers d’affaires en cause, voir *Nouvelles SADH*, janvier 2020. <https://www.npr.org/2020/10/21/926126877/purdue-pharma-reaches-8b-opioid-deal-with-justice-department-over-oxycotin-sale>

“Un recours collectif a été intenté contre la société minière *Anglo American* pour son échec présumé à prévenir la pollution généralisée au plomb toxique dans la ville zambienne de Kabwe” qui avait l’une des plus grandes mines de plomb au monde avant sa fermeture en 1994, a rapporté *The Guardian*. Les demandeurs affirment que “plus de 100 000 enfants et femmes en âge de procréer en Kabwe [. . .] sont susceptibles d’avoir subi un empoisonnement au plomb en raison de la pollution causée par Anglo. La poursuite “a déposé des témoignages d’experts de toxicologues cliniques et de spécialistes des mines et de l’environnement”; l’OMS y a publié son étude des niveaux d’exposition en 2019, tandis que d’autres études remontent aux années 1970. <https://www.theguardian.com/environment/2020/oct/21/anglo-american-sued-over-alleged-mass-lead-poisoning-of-children-in-zambia>

Une affaire intentée en 2014 par trois Érythréens contre la société minière canadienne Nevsun a été réglée à l’amiable pour une somme d’argent non divulguée, a rapporté *CBC News*. “Le trio de réfugiés érythréens a affirmé que Nevsun était responsable de violations des droits de l’homme, notamment d’esclavage, de travail forcé, de la torture et des crimes contre l’humanité lors de la construction de sa mine de cuivre et d’or en Érythrée”. *Amnesty International Canada* a qualifié le règlement de “ précédent” et a déclaré : “Ces personnes ont contribué à ouvrir la voie à la responsabilisation des entreprises à l’étranger. Les entreprises canadiennes doivent assumer la responsabilité des violations présumées des droits de la personne associées à leurs activités, non seulement en sol canadien, mais partout dans le monde”. Pour en arrière-plan, voir *Nouvelles SADH*, février 2020. <https://www.cbc.ca/news/canada/british-columbia/settlement-amnesty-scoc-africa-mine-nevsun-1.5774910>

Le Département d’État des États-Unis a publié “des directives volontaires sur la diligence raisonnable en matière de droits de la personne afin d’aider les entreprises américaines à effectuer une évaluation de l’impact sur les droits de la personne sur les produits ou services pertinents et de leur fournir une série de considérations à évaluer avant de s’engager dans des transactions avec les gouvernements”. Les lignes directrices s’adressent aux “entreprises américaines qui cherchent à empêcher que leurs produits ou services dotés de capacités de surveillance ne soient utilisés à mauvais escient par les utilisateurs finaux du gouvernement étranger pour commettre des violations des droits de l’homme”. <https://www.state.gov/key-topics-bureau-of-democracy-human-rights-and-labor/due-diligence-guidance>

Records médicaux. Google a annoncé qu’il collaborait avec la Clinique Mayo des États-Unis pour développer “un système d’IA [intelligence artificielle] qui peut soutenir les médecins, aider à réduire le temps de planification du traitement et améliorer l’efficacité de la radiothérapie” pour les personnes souffrant de cancers de la tête et du cou. Il assure aux lecteurs que “les algorithmes seront développés en utilisant uniquement des données non identifiées”. <https://blog.google/technology/health/exploring-ai-radiotherapy-planning-mayo-clinic/>

Migration. Dans le cadre d’une poursuite intentée en vertu de la Loi sur l’accès à l’information, *BuzzFeed News* a obtenu “des milliers de pages de documents provenant d’enquêtes internes sur les décès d’immigrants détenus sous la garde de l’ICE [U.S. Immigration and Customs Enforcement]”. Elle a indiqué que 21 immigrants “sont morts sous la garde de l’ICE au cours du dernier exercice financier se terminant le 30 septembre, soit le plus grand nombre de décès de ce genre sous la surveillance de l’agence en 15 ans [. . .] Dans le cadre du protocole de l’agence, l’ICE examine chaque décès et en informe également l’inspecteur général [de l’agence]. Les examens de décès peuvent impliquer l’examen de documents et d’entrevues”, mais *BuzzFeed* a déterminé que “dans de multiples cas, les gardiens qui étaient

censés observer des détenus placés à l’isolement pour une surveillance supplémentaire des dossiers falsifiés pour cacher l’abandon apparent du devoir”. https://www.buzzfeednews.com/article/kendalltaggart/here-are-thousands-of-documents-about-immigrants-who-died?utm_source=Iterable&utm_medium=email&utm_campaign=curated_vice_daily_1672540&utm_term=News%20confirmed%20list

Le Bureau de Washington pour l’Amérique latine (WOLA), une ONG, a indiqué que les données du *U.S. Customs and Border Protection* (CBP) pour l’année se terminant le 30 septembre montraient que plus de 400 000 migrants avaient été appréhendés, soit 53 % de moins qu’en 2019. Cela est dû, écrit WOLA, à la fois aux initiatives politiques de l’administration Trump pour garder les migrants potentiels au Mexique et aux “mesures frontalières pandémiques” qui permettent au CBP d’expulser rapidement tous les sans-papiers appréhendés à la frontière, même ceux qui cherchent refuge. La majorité des personnes refoulées étaient des adultes célibataires, mais entre mars et août, 8 800 “étaient des enfants non accompagnés, qui ont été renvoyés non accompagnés, à un sort inconnu”. <https://www.wola.org/analysis/what-new-official-data-tells-us-ongoing-tragedy-us-mexico-border/>

“Malgré l’ordonnance d’un juge fédéral [américain] selon laquelle le gouvernement réunirait les familles séparées à la frontière entre les États-Unis et le Mexique en vertu de la politique migratoire “ sans tolérance” de l’administration Trump, les parents de 545 enfants ne peuvent toujours pas être retrouvés, selon un document judiciaire déposé . . . par le département américain de la Justice et l’American Civil Liberties Union [ACLU] ”, a rapporté la Radio Publique Nationale. L’ACLU a indiqué qu’“environ 360 des enfants n’ont toujours pas été localisés”, et le “dépôt estime que les deux tiers des parents séparés seraient retournés dans leur pays d’origine”. <https://www.npr.org/2020/10/21/926031426/parents-of-545-children-separated-at-u-s-mexico-border-still-cant-be-found>

Le *New York Times* a obtenu à la fois un projet de rapport de 86 pages de l’inspecteur général (IG) du département de la Justice sur la politique de séparation des enfants à la frontière avec leurs parents et de longues réponses de fonctionnaires du Département et de la Maison Blanche. Le *Times* a déclaré que les cinq avocats américains dont les zones frontalières avec le Mexique ont “reculé” devant l’ordre de poursuivre tous les immigrants sans papiers parce qu’ils étaient “profondément préoccupés” par le bien-être des enfants. L’IG a conclu que le procureur général Jeff Sessions et d’autres hauts fonctionnaires “savaient que la mise en œuvre intégrale de la politique de tolérance zéro entraînerait des renvois criminels par le D.H.S. [Département de la sécurité intérieure] d’adultes qui entrent illégalement dans le pays avec des enfants et que la poursuite de ces adultes des unités familiales entraînerait la séparation des enfants des familles”. <https://www.nytimes.com/2020/10/06/us/politics/family-separation-border-immigration-jeff-sessions-rod-rosenstein.html>

Une équipe de “médecins et d’experts indépendants” a déclaré avoir examiné “plus de 3200 pages de dossiers concernant 19 femmes qui “allèguent des mauvais traitements médicaux pendant leur détention” dans un centre d’immigration américain de l’État de Géorgie, a rapporté *VICE News*. L’équipe a conclu que le centre de détention et son médecin “ont profité de la vulnérabilité des femmes détenues pour faire pression afin qu’elles acceptent des soins médicaux trop agressifs, inappropriés et non contenus”. Ils ont noté que les dossiers qui leur avaient été remis par le centre de détention, l’hôpital et le médecin “semblent incomplets”. L’inspecteur général du département de la Sécurité intérieure des États-Unis enquête sur l’affaire. Pour le contexte, voir *Nouvelles de la SADH*, Septembre 2020. https://www.vice.com/en/article/88a95x/ice-detainees-were-pressured-to-have-gynecological-surgery-doctors-say?utm_source=Iterable&utm_medium=email&utm_campaign=curated_vice_daily_1655546

Fin octobre, les États-Unis ont expulsé 60 camerounais et 28 demandeurs d’asile congolais. Selon le *Guardian*, faisant état d’une plainte déposée auprès du gouvernement américain par deux ONG, le *Southern Poverty Law Center* et *Freedom for Immigrants*, les migrants camerounais dans un centre de détention du Mississippi ont refusé de “signer leurs propres ordres d’expulsion” et avaient “leurs empreintes digitales” à la place d’une signature sur des documents appelés ordonnances de renvoi par lesquelles les demandeurs d’asile renoncent à leurs droits à de nouvelles audiences sur l’immigration et acceptent l’expulsion”. <https://www.theguardian.com/us-news/2020/oct/22/us-ice-officers-allegedly-used-torture-to-make-africans-sign-own-deportation-orders>

Le Conseil danois pour les réfugiés en Bosnie a interrogé 149 migrants “de nationalités différentes”, qui ont déclaré avoir été brutalisés par les forces de l’ordre croates lorsqu’ils ont tenté de passer en Croatie avant d’être repoussés en Bosnie, a rapporté AP. “Les migrants interrogés par le Conseil danois pour les

Refugies en Bosnie portaient des blessures visibles qui ont également été documentées dans une série de photographies troublantes partagées avec l'AP". <https://apnews.com/article/europe-croatia-sexual-abuse-fb019609f36fc28ed29868425d34d600>

Technologie. Des utilisateurs ont fourni des images du sommet de l'Australie Uluru, un site sacré pour les peuples autochtones qui a été fermé au public en 2019, qui avec l'outil Google Street View a permis aux utilisateurs "de marcher virtuellement sur son sommet". Parks Australia a demandé à Google de supprimer les images, ce que Google a fait, a rapporté la Fondation Thomson Reuters. <https://news.trust.org/item/20201005062706-ib6as/>

Sensity, une société basée aux Pays-Bas, a découvert un "écosystème deepfake sur la plate-forme de messagerie Telegram" qui, avec un bot alimenté par l'Intelligence Artificielle "permet aux utilisateurs de photo- de façon réaliste, d'ajouter "bande nue" des images habillées de femmes". Elle a constaté qu'"environ 104 852 femmes ont été ciblées et que leurs images personnelles 'dépouillées' avaient été partagées publiquement à la fin de juillet 2020. Le nombre de ces images a augmenté de 198 % au cours des trois derniers mois. Les images utilisées ont été prises à partir de sites de médias sociaux ou de matériel privé. Sensity, craignant que les images "puissent être partagées sur des chaînes privées ou publiques au-delà de Telegram dans le cadre d'attaques publiques à l'humiliation ou à l'extorsion", a fait part de ses conclusions de "données sensibles" à Telegram, le site russe de médias sociaux VK qui y est lié, et aux "autorités compétentes chargées de l'application de la loi". https://sensity.ai/automating-image-abuse-deepfake-bots-on-telegram/?utm_medium=email&_hsmt=97887695&_hsenc=p2ANqtz-84YfdJKwXsMeFbCAqS43lbFKv3rUveflhpUZpDDqv34W16hsf_NJ4y4RufQK62jWb-ZVBihe6bG37E_3yXNGoTOgvqng&utm_content=97887695&utm_source=hs_email

Seconde Guerre mondiale. Babyn Yar est un ravin à l'extérieur de Kiev, en Ukraine, où les troupes allemandes ont massacré au moins 33 000 Juifs, plus des patients psychiatriques, des prisonniers de guerre, des nationalistes ukrainiens présumés et des communistes en septembre 1941; entre 70 000 et 100 000 victimes. L'année dernière, le *Babyn Yar Holocaust Memorial Center* en Ukraine a lancé un projet Noms qui, jusqu'à présent, selon *JTA*, a "recueilli des données sur environ 18 000 personnes qui ont été tuées à Babyn Yar. De ce nombre, seulement quelques milliers ont des dossiers complets pour les personnes. L'information sur l'un des autres est inégale, parfois limitée à rien de plus que leurs noms. Le personnel du Centre attribue les rares informations au "manque de documentation allemande, aux dommages massifs causés en temps de guerre aux archives de Kiev, aux décennies d'obscurcissement lorsque l'Ukraine faisait partie de l'Union soviétique et à une méthodologie d'archivage dépassée qui minimisait l'importance des histoires individuelles". <https://www.jta.org/2020/09/25/global/nearly-80-years-after-the-babyn-yar-massacre-ukrainian-researchers-lift-victims-out-of-anonymity>

Facebook a annoncé qu'il mettait à jour sa politique de discours de haine pour interdire tout contenu qui nie ou déforme l'Holocauste". En outre, "à partir du début de cette année, nous dirigerons n'importe qui vers des informations crédibles hors Facebook s'ils recherchent des termes associés à l'Holocauste ou son déni sur notre plate-forme". <https://about.fb.com/news/2020/10/removing-holocaust-denial-content/>

En France, les archives du Ministère des Affaires Etrangères ont signé un accord de partenariat avec la Mission du Ministère de la Culture pour la Recherche et la Restitution des biens culturels pillés entre 1933 et 1945. L'accès aux archives du Ministère des Affaires Etrangères sera facilité pour les membres de la Mission, et en retour la Mission assurera la numérisation des archives. <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/archives-diplomatiques/toutes-les-actualites/article/archives-de-la-recuperation-artistique-convention-de-partenariat-avec-la>

Nouvelles Bilatérales and multilatérales.

Algérie/France. Un conseiller du président algérien a déclaré que le gouvernement "n'exclut pas l'arbitrage international pour résoudre son différend avec la France sur les archives de l'ère coloniale Français", a rapporté l'agence Anadolu. <https://www.aa.com.tr/en/africa/algeria-may-take-france-to-arbitration-over-stolen-archive/2020973>

Arménie/Azerbaïdjan. Alors que le conflit éclatait entre les deux voisins, les deux "ont publié des images et des vidéos montrant des prisonniers de guerre et des corps de soldats de l'opposition", a rapporté la

BBC. “Un clip largement diffusé sur les chaînes Telegram, qui prétend montrer un prisonnier de guerre azerbaïdjanais abattu par des soldats arméniens, est en fait une vidéo russe qui est apparue pour la première fois sur les réseaux sociaux en 2013”. Toutefois, *Bellingcat*, le groupe d’enquête, a confirmé que deux vidéos montrant deux arméniens exécutés sont authentiques. Le Conseil de l’Europe a déclaré qu’il “a reçu la vidéo et se penchera sur toutes les violations présumées des droits de l’homme et prendra des mesures le cas échéant”. <https://www.bbc.co.uk/news/amp/world-europe-54645254>

Australe/Indonésie/Timor-Leste. Le 16 octobre 1975, cinq journalistes australiens ont été assassinés par les forces spéciales indonésiennes au Timor oriental. Dans le *Sydney Morning Herald*, le coordinateur du *Timor Sea Justice Forum* a déclaré que l’Australie avait mené huit enquêtes sur ces meurtres, dont une enquête du coroner à Sydney en 2007, dont les “conclusions ont été remises à la police fédérale australienne” qui a abandonné l’enquête en octobre 2014, “invokant des contestations juridictionnelles et des preuves insuffisantes”. Elle et un universitaire australien ayant un intérêt particulier pour le Timor se plaignent que le gouvernement australien n’a jamais rendu publics les archives de sa connaissance des événements. <https://www.crikey.com.au/2020/10/16/balibo-45-years-on/>; <https://www.smh.com.au/national/forty-five-years-on-secrets-of-the-balibo-atrocity-haunt-australia-20201014-p564wp.html>

Guerre des Balkans. Une exposition au Centre pour la Décontamination culturelle à Belgrade, a mis l’accent sur le bombardement de la porte de Tuzla en Bosnie, où plus de 70 personnes ont été tuées en mai 1995, a rapporté *BIRN*. L’exposition comprenait “42 éléments de preuve et d’autres documents du procès du général serbe de Bosnie Novak Djukic, qui a été reconnu coupable par le tribunal de l’État bosniaque d’avoir ordonné le bombardement mais qui est actuellement en fuite en Serbie”. L’exposition doit se rendre dans d’autres villes de la région. https://balkaninsight.com/2020/10/12/tuzla-massacre-generals-trial-evidence-exhibited-in-serbia/?utm_source=Balkan+Insight+Newsletters&utm_campaign=4ee4ea1854-BI_DAILY&utm_medium=email&utm_term=0_4027db42dc-4ee4ea1854-319725265

“Le ministère serbe de l’Intérieur a rejeté la demande de *BIRN* sur la liberté de l’information demandant si l’ancien soldat de l’armée yougoslave Rajko Kozlina avait utilisé un poste frontière officiel pour fuir après avoir omis de se présenter pour purger sa peine de 15 ans pour crimes de guerre au Kosovo. Les motifs de ce démenti étaient que la divulgation des renseignements “violerait le droit à la vie privée de la personne” et qu’ “il n’y a pas non plus d’intérêt public à fournir les renseignements”. *BIRN* a noté: “La plupart des dossiers et des preuves provenant de procès pour crimes de guerre en Serbie ne sont . . . pas facilement accessibles aux journalistes, aux chercheurs et au grand public”. https://balkaninsight.com/2020/10/29/serbian-ministry-protects-right-to-privacy-of-fugitive-war-criminal/?utm_source=Balkan+Insight+Newsletters&utm_campaign=8d211fa61f-BI_DAILY&utm_medium=email&utm_term=0_4027db42dc-8d211fa61f-319725265

Belgique/Anciennes colonies. Les archivistes d’état de Belgique ont exhorté la commission parlementaire spéciale chargée d’examiner le passé colonial de la Belgique à déclassifier les archives pertinentes, en particulier celles du Service de sécurité coloniale, avec une date limite pour la déclassification automatique. Une partie du problème est de savoir qui est le successeur légal du service de renseignement colonial, qui déterminerait également qui a le pouvoir de déclassifier les dossiers. La décision sur la déclassification inclurait également, espèrent les archivistes, l’accès à quatre kilomètres d’archives privées, y compris celles d’entreprises qui ont joué un rôle important dans l’entreprise coloniale, comme l’Union Minière du Haut Katanga. <http://www.lalibre.be/dernieres-depeches/belga/la-commission-sur-le-passe-colonial-confrontee-a-l-urgence-de-declassifier-les-archives-5f8dc29e7b50a66bd8dfead4>; <http://www.lalibre.be/belgique/societe/pres-de-20-km-d-archives-a-eplucher-pour-la-commission-sur-le-passe-colonial-de-la-belgique-5f8ddd967b50a66bd8e1aa52>

Belgique/Rwanda. Un porte-parole du parquet fédéral belge a déclaré que trois hommes soupçonnés d’être impliqués dans le génocide rwandais de 1994 avaient été arrêtés, a rapporté le *New York Times*. Leurs noms n’ont pas été divulgués. Les records massifs du Tribunal pénal international pour le Rwanda ainsi que les dossiers des cinq précédents procès que la Belgique a tenus contre des Rwandais accusés de génocide devraient être utiles à l’accusation. <https://www.nytimes.com/2020/10/03/world/europe/rwanda-genocide-arrests-belgium.html?referringSource=articleShare>

Belgique/Slovaquie. En février 2018, le citoyen slovaque Jozef Chovanec a été arrêté à l’aéroport belge de Charleroi après avoir provoqué des troubles dans un avion. Il est décédé plus tard à l’hôpital alors qu’il était en garde à vue. Le parquet de Charleroi a enquêté sur l’affaire et après avoir ordonné “une autopsie,

un examen pathologique et une analyse toxicologique”, il l’a classée sans inculper les policiers, rapporte *Le Soir*. En août dernier, *Het Laatste Nieuws* a obtenu des images vidéo de la détention initiale de Chovanec montrant un policier assis sur lui pendant 16 minutes tandis qu’un autre officier a fait ce qui semblait être un salut nazi. Avec la diffusion de la vidéo, le Conseil suprême de la justice a mené une enquête spéciale sur le traitement du dossier précédent relatif au décès, a déclaré qu’il n’y avait pas eu de “dissimulation” et a clos l’enquête. <https://www.theguardian.com/world/2020/aug/20/belgian-police-officer-made-nazi-salute-in-cell-of-man-who-died>; <https://www.lesoir.be/334796/article/2020-10-29/affaire-chovanec-aucune-tentative-de-dissimulation-dans-lenquete-selon-le>

Belgique/Royaume-Uni. Un parfait exemple de l’importance contemporaine des archives historiques : “un document publié en Flandre [Belgique] en juillet 1666 par le roi Charles II de Grande-Bretagne donne à 50 bateaux de pêche flamands l’accès à l’eau britannique à perpétuité” rapporte Reuters. Cela fait valoir que la Belgique “conservera les droits de pêche dans les eaux côtières britanniques si Londres et l’Union européenne ne parviennent pas à s’entendre [sur] un accord commercial d’ici la fin de l’année”. <https://www.reuters.com/article/uk-britain-eu-belgium-privilege/belgium-dusts-off-1666-charter-for-post-brexit-fishing-rights-idUKKBN27722D>

Burkina Faso/France. En 2017, le président français Emmanuel Macron a promis que la France déclassifierait et transférerait au Burkina Faso les archives concernant Thomas Sankara, le président burkinabais tué lors d’un coup en 1987. L’ONG Justice pour l’Afrique a publié un communiqué de presse demandant instamment à la France d’achever ce transfert, a rapporté RFI. Un procès de 25 personnes soupçonnées d’avoir participé à l’assassinat doit se tenir l’année prochaine, avec ou sans les archives de France. Pour plus d’information, voir *Nouvelles du GTDH*, décembre 2018. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20201020-burkina-faso-france-pas-livr%C3%A9-toutes-archives-proc%C3%A8s-sankara-joffre>

Chine/Japon. La Chine a inauguré un musée numérique clamant que “la preuve juridique et historique” montre que les îles Senkaku et Diaoyu, sources de dispute, appartiennent à la Chine. Le Japon a demandé que le site web du musée soit désactivé, a rapporté *CrisisWatch*. *Pour le contexte, voir Nouvelles de la SADH*, septembre 2020.

Allemagne/Russie. Un communiqué de presse de l’Organisation pour l’interdiction des armes chimiques (OIAC) a déclaré qu’il a envoyé un rapport à l’Allemagne sur l’analyse par les “laboratoires désignés” de l’OIAC d’échantillons biomédicaux prélevés auprès du ressortissant russe Alexeï Navalny, qui suivait des soins médicaux en Allemagne après avoir été empoisonné alors qu’il était en Russie. Les résultats “confirment que les biomarqueurs de l’inhibiteur de la cholinestérase trouvés dans les échantillons de sang et d’urine de M. Navalny ont des caractéristiques structurelles similaires à celles des produits chimiques toxiques” interdits à l’usage en vertu de la Convention sur les armes chimiques. <https://www.opcw.org/media-centre/news/2020/10/opcw-issues-report-technical-assistance-requested-germany>

Et l’équipe d’enquête non gouvernementale *Bellingcat*, avec *The Insider* et *Der Spiegel* et les contributions de *RFE/RL*, a publié un rapport de son enquête d’un an pour savoir si la Russie a un programme de recherche sur les armes chimiques, en particulier un programme de développement Novichok. Novichok est l’agent neurotoxique qui a été utilisé pour empoisonner l’ancien espion russe Sergueï Skripal et sa fille et tuer une Anglaise et a été identifié, dans le sang d’Alexeï Navalny. *Bellingcat* a obtenu des “données sur les télécommunications” montrant qu’un institut de recherche de Saint-Petersbourg “communiquait intensivement avec les membres de l’équipe d’assassinat pendant la phase de planification de la mission Skripal”. Une “présentation interne de l’institut” de 2017 a montré qu’il développait un antidote à la classe des poisons qui comprend Novichok. Les chercheurs ont conclu qu’il y avait “une poursuite de la R-D [recherche et développement] et l’armement du programme Novichok de l’ère soviétique”. <https://www.opcw.org/media-centre/news/2020/10/opcw-issues-report-technical-assistance-requested-germany>

Allemagne/Syrie. Trois ONG syriennes – le Centre syrien pour les médias et la liberté d’expression, les Archives syriennes et l’Initiative pour la justice – “ont déposé des plaintes pénales en Allemagne”. . au nom des victimes de deux attaques chimiques perpétrées en Syrie.

Ces plaintes comprennent de nouveaux éléments prouvant l’implication de responsables du régime - à savoir Bachar al-Assad et son frère Maher, commandant de la Quatrième Division - dans les attaques au gaz sarin venimeux contre la Ghouta en 2013 et la ville de Khan Cheikhoun en 2017”, a rapporté *Syria Direct*. Les organisations ont déclaré préparer et recueillir des preuves en 2017, l’équipe des Archives syriennes travaillant à la collecte et à l’archivage de documents liés aux attaques chimiques, en

coopération avec un grand nombre de militants qui ont documenté les crimes. Étant donné que l'Allemagne ne jugera pas une personne par contumace, il est peu probable que l'affaire se poursuive, mais un membre syrien du Centre européen pour les droits constitutionnels et de l'homme a déclaré: "Toutes les preuves et documents recueillis et les documents juridiques qui en résultent délivrés par les tribunaux ou les autorités juridiques au cours des enquêtes, en tant que jugements ou documents à l'appui du jugement, ont une grande valeur juridique parce qu'ils deviennent par coutume juridique l'une des sources du droit international et qu'ils peuvent être invoqués dans le cadre de poursuites futures."

https://syriadirect.org/news/efforts-to-document-chemical-weapon-attacks-in-syria-lead-to-first-criminal-case-against-assad/?utm_source=SJAC+Weekly+Update&utm_campaign=667ea90952-EMAIL_CAMPAIGN_2019_01_10_02_56_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_0a7405c641-667ea90952-90540617

Israël/Palestine. *Haaretz* a publié une interview avec Adam Raz, l'auteur d'un nouveau livre sur le "Pillage des biens arabes dans la guerre d'indépendance", qui se concentre sur les biens déplaçables. À l'aide de documents provenant de plus de 30 archives, il a trouvé des preuves d'un pillage important du "contenu de dizaines de milliers de maisons, de magasins et d'usines, d'équipement mécanique, de produits agricoles, de bovins et plus encore". Il a fait valoir: "Le pillage des biens arabes et la conspiration du silence autour d'elle constituent à ce jour des actions avec lesquelles le public juif, et le public sioniste, dont je fais partie, doit se réconcilier". L'Institut Akevot a lancé un site internet avec des informations sur le pillage, permettant aux "utilisateurs de retracer le vol en masse, ville par ville, d'accéder aux documents d'archives . . . et lire des centaines de témoignages sur ce qui s'est avéré être un pillage de masse effectué par des multitudes d'Israéliens : soldats, civils, individus et groupes". <https://www.akevot.org.il/wp-content/uploads/2020/10/Haaretz-Eng-Looting-of-Palestinian-Property.pdf>; <https://storymaps.arcgis.com/stories/80f1df6ebf7b41f08677c3c47cdd34c2> pour le site web

Guerres du Moyen-Orient. La Mission d'enquête de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques a publié deux rapports sur son enquête sur l'utilisation présumée d'armes chimiques à Alep, en Syrie, le 24 novembre 2018 et à Saraqib, en Syrie, le 1er août 2016. La mission s'est rendue dans les hôpitaux pour recueillir des dossiers médicaux et des témoignages, mener des entrevues, analyser des échantillons environnementaux et mener des analyses épidémiologiques et techniques. Malgré tous les éléments de preuve, ni l'un ni l'autre des deux cas n'a été en mesure "d'établir si des produits chimiques avaient été utilisés comme arme". <https://www.opcw.org/media-centre/news/2020/10/opcw-issues-two-fact-finding-mission-reports-chemical-weapons-use>

Human Rights Watch a publié un rapport, "Cibler la vie à Idlib: les frappes syriennes et russes sur les infrastructures civiles", documentant 46 attaques aériennes et terrestres qui ont tué au moins 224 civils et en ont blessé 561 autres. Dans une excellente annexe informative du rapport, HRW a soigneusement expliqué comment, "sans mettre les pieds sur le sol syrien, nous avons exposé des crimes de guerre apparents et la stratégie militaire abusive qui a chassé plus d'un million de civils de leurs maisons" : "Nous avons utilisé une gamme de technologies et de méthodes de recherche à distance – en examinant des dizaines d'images satellites, en vérifiant plus de 550 photos et vidéos, en enquêtant sur les structures de commandement militaire russes et syriennes – combinées à 113 entretiens traditionnels sur les droits de l'homme, quoique à distance. ." <https://www.hrw.org/news/2020/10/15/syria/russia-strategy-targeted-civilian-infrastructure>; pour la méthodologie <https://www.hrw.org/video-photos/interactive/2020/10/13/proving-patterns-cruelty-afar>

Le Réseau syrien pour les droits de l'homme a publié son rapport mensuel documentant la mort de 126 civils, dont 18 enfants, en octobre. Le rapport indique que "le régime syrien porte la responsabilité première de la mort de citoyens syriens en raison de la pandémie covid-19, notant que le régime syrien et son allié russe ont été documentés à plusieurs reprises comme ayant ciblé, bombardé et détruit la plupart des installations médicales en Syrie, et tué des centaines de personnel médical, selon la base de données du SNHR. Le SNHR a noté que "près de 3 327 membres du personnel médical sont toujours détenus ou disparus de force par le régime syrien". Le rapport souligne également qu' "il y a eu une augmentation de la proportion de victimes parmi les Syriens tués par des mines terrestres, et qu'aucune des forces responsables du conflit syrien n'a révélé de cartes des endroits où ils ont mis des mines terrestres". <https://sn4hr.org/blog/2020/11/01/55610/>

Pays-Bas/Anciennes colonies. Le Comité consultatif néerlandais pour une politique nationale sur les collections coloniales a publié son rapport. "Le comité a proposé un plan en 12 étapes pour rectifier les torts du passé, en commençant par de longues discussions entre les Pays-Bas et les populations

autochtones des zones coloniales touchées, comme l'Indonésie, le Suriname et les îles des Caraïbes. Il a également recommandé que la même politique pour les anciennes colonies néerlandaises s'applique aux pays colonisés par d'autres puissances pour retourner les objets culturels actuellement possédés par l'État néerlandais qui pourraient avoir été pillés pour la première fois par d'autres nations", a rapporté le *NL Times*. *The Art Newspaper* a ajouté: "Le rapport a appelé à la création d'un comité consultatif indépendant pour faire des recommandations sur les demandes de rapatriement au ministre néerlandais de la Culture, qui aurait le dernier mot. Il propose également la création d'un centre d'expertise pour la provenance des objets culturels coloniaux afin de vérifier la provenance des artefacts dont le retour est demandé, et d'établir et de gérer une base de données d'objets culturels coloniaux dans les musées néerlandais". Les dossiers d'acquisition et les documents personnels seront des sources importantes pour établir la provenance.

<https://nltimes.nl/2020/10/07/netherlands-advised-return-art-looted-colonial-era>
<https://www.theartnewspaper.com/news/dutch-committee-recommends-return-of-colonial-era-artefacts>

Nouvelles nationales.

Argentine. Le ministère de la Justice et des Droits de l'Homme "publie régulièrement en ligne les données personnelles des enfants avec des mandats d'arrêt ouverts", a rapporté Human Rights Watch (HRW). L'Argentine dispose d'une base de données nationale publique de personnes ayant des mandats d'arrêt en suspens, et les enfants sont inclus. HRW "a consulté 28 versions de la base de données publiées entre mai 2017 et mai 2020 . . . et a constaté qu'au cours de cette période de trois ans, au moins 166 enfants ont été ajoutés", même ceux soupçonnés de crimes mineurs. HRW a également constaté que le système de base de données "ne dispose pas de mesures de protection de base pour minimiser les erreurs de saisie des données, ce qui peut avoir de graves conséquences sur la réputation et la sécurité d'un enfant". La publication des données viole l'obligation internationale de respecter la vie privée des enfants dans les procédures pénales, comme l'indique la Convention relative aux droits de l'enfant dont l'Argentine est signataire. <https://www.hrw.org/news/2020/10/09/argentina-child-suspects-private-data-published-online>

Brésil. L'ONG Association des peuples autochtones du Brésil (APIB) et *Amazon Watch*, soutenues par *Ruralista Watch-DONR* et *Profundo*, ont expliqué "comment les entreprises opérant au Brésil et les entreprises internationales collaborent, augmentant les menaces pour les peuples autochtones du Brésil, aggravant une situation déjà précaire et jouant également un rôle fondamental dans l'augmentation d'une myriade de formes de destruction de l'environnement". À l'aide des données de la Cour fédérale d'appel régionale de la 1ère région et du Parquet fédéral et d'entretiens, DONR "a créé une base de données de 797 affaires judiciaires concernant des litiges concernant la démarcation du territoire autochtone, des décisions sur l'expropriation des terres, l'expulsion et les processus d'entretien des terres, la révocation des permis environnementaux et l'indemnisation des dommages environnementaux ou autres". Le rapport très documenté met l'accent sur les entreprises brésiliennes et internationales qui ont eu des conflits avec les peuples ou les terres autochtones, identifie les chaînes d'approvisionnement qu'elles ont, et les institutions financières qui sont les investisseurs les plus fréquents. Mais il est également dit que "le plus grand crime qui nuit à notre pays est en fait l'incapacité du gouvernement à protéger nos biomes, aires protégées, et les terres indigènes contre les incendies illégaux, l'accaparement des terres, et la déforestation". <https://amazonwatch.org/assets/files/2020-complicity-in-destruction-3.pdf>

Chili. Lors d'une manifestation anti-gouvernementale à Santiago le 2 octobre, un policier a poussé un adolescent d'un pont dans le canal de béton de la rivière Mapocho. Il a survécu. L'incident a été pris sur une vidéo qui a été diffusée publiquement, conduisant à des manifestations de masse contre la brutalité policière. Le porte-parole de la police des Carabiniers "a déclaré que la force avait sa propre série de vidéos qui l'absout de tout blâme", a rapporté *The Guardian*. Le gouvernement a ordonné une enquête. <https://www.theguardian.com/world/2020/oct/03/chilean-police-throw-boy-16-off-bridge-during-protests>

Selon le *Latin American Herald Tribune*, "les procureurs ont ouvert plus de 41600 enquêtes sur les actions des Carabiniers . . . contre les manifestants" qui ont participé à des manifestations en octobre 2019, "mais seulement 66 policiers ont été inculpés". Amnesty International a publié une "analyse détaillée de la stratégie à l'origine du recours à la force par les Carabiniers entre le 18 octobre et le 30 novembre" 2019. Amnesty International a examiné 12 cas de violations des droits de l'homme, visionné plus de 200 clips

vidéo, recueilli des informations auprès du ministère de l'Intérieur et de la Sécurité publique, obtenu des données “à partir de 14 demandes d'information au système de transparence publique” et des documents “provenant de dossiers judiciaires”. Elle a également trouvé un clip audio divulgué dans lequel le directeur général de la gendarmerie “confirmait qu'aucun agent ne serait libéré, peu importe . . . leur comportement. Amnesty international a noté que de vastes communications internes — “records de police, registres des circonstances, registres d'action et informations provenant des centres de commandement” – permettaient aux commandants de savoir ce qui se passait. Amnesty international a conclu qu’“au cours de la période analysée, les agents chiliens des Carabineros ont violé les droits de l'homme des manifestants d'une manière généralisée, y compris le droit à l'intégrité personnelle dans le cadre des manifestations”.

<http://www.laht.com/article.asp?ArticleId=2496213&CategoryId=14094&emci=b8474134-1012-eb11-96f5-00155d03affc&emdi=3dfd6f32-1212-eb11-96f5-00155d03affc&ceid=4606001;>
<https://www.amnesty.org/download/Documents/AMR2231822020ENGLISH.PDF>

Chine/Hong Kong. Le Musée du 4 juin de Hong Kong est le “seul musée au monde dédié à la préservation de la mémoire du massacre de la place Tian'anmen du 4 juillet 1989” à Pékin, en Chine, a écrit *Rest of the World*. Avec les restrictions croissantes à Hong Kong sur la liberté d'expression et d'association, le musée est la numérisation et l'indexation des documents à afficher sur un nouveau site Web et entreprend également “la conduite d'une nouvelle série de collectes de données pour récupérer les documents dispersés à travers les bibliothèques, les archives du gouvernement, et les collections privées à travers le monde”. Le président du musée a déclaré : “À l'avenir, il n'est pas inconcevable que les autorités puissent utiliser la loi sur la sécurité nationale comme excuse pour fermer le Musée du 4 juin, alors nous espérons pouvoir terminer nos travaux de numérisation avant que cela ne se produise”. Pour en arrière-plan, voir *Nouvelles de la SADH*, avril et juillet 2020. Merci à Antoon De Baets pour le lien.

<https://restofworld.org/2020/control-alter-delete/>

Colombie. Le Tribunal spécial pour la paix (JEP) “a statué que les juges d'instruction peuvent désormais choisir de rendre publiques les audiences préliminaires”, après que le juge en charge de la “macro-affaire” sur le recrutement forcé d'enfants par la guérilla des FARC a autorisé la diffusion en direct des témoignages d'anciens rebelles, a rapporté *Justice Info*. Les estimations du nombre d'enfants recrutés varient : “Le gouvernement a officiellement enregistré 8 895 enfants victimes du recrutement et le rapport du Centre national pour la mémoire historique a documenté 16 879 cas”. Entre 2008 et 2016, la justice pénale colombienne a poursuivi 132 cas de recrutement forcé, dont “86 ont abouti à des condamnations, 19 ont ordonné une forme quelconque de réparation économique aux victimes et aucun des accusés n'a été condamné à une peine d'emprisonnement”.<https://www.justiceinfo.net/fr/tribunaux/tribunaux-nationaux/45673-colombie-farc-pression-crimes-enfants-soldats.html>

Dans une lettre adressée au JEP, trois anciens commandants des FARC, dont deux siègent aujourd'hui au Congrès, “ont revendiqué six meurtres, dont celui du politicien conservateur Alvaro Gomez Hurtado” en 1995, a rapporté *DW*. <https://www.dw.com/en/colombias-farc-admits-to-killing-ex-presidential-candidate/a-55150429?emci=b64a237a-dc07-eb11-96f5-00155d03affc&emdi=618c418c-dd07-eb11-96f5-00155d03affc&ceid=4606001>

Chypre. La Commission des personnes disparues à Chypre a été créée en 1981 mais n'est devenue opérationnelle qu'en 2006. Depuis, il a identifié 701 des 1 510 Chypriotes grecs et 275 des 492 Chypriotes turcs portés disparus lors des violences interethniques et de l'invasion turque des années 1960 et 1970. Sur la base de 20 entretiens avec des familles chypriotes grecques, un chercheur de la Fondation de l'Association internationale de recherche sur la paix a écrit dans *Justice Info* que la Commission n'avait pas réussi à promouvoir la réconciliation parce qu'elle ne publie ni ses conclusions ni ne dit aux familles comment et pourquoi le crime contre l'être cher a eu lieu. <https://www.justiceinfo.net/fr/partenaire-oxford/45646-chypre-verite-manquante.html>

Égypte. Sur la base d'entretiens avec 15 personnes et d'examen de “dossiers judiciaires pour 13 cas de personnes poursuivies en vertu des lois sur la débauche” et la “prostitution” entre 2017 et 2020, Human Rights Watch a constaté que “les forces de sécurité prennent régulièrement des personnes hors de la rue uniquement en fonction de leur expression de genre, les piègent par le biais de sites de réseautage social et d'applications de rencontres, et fouillent illégalement leurs téléphones. Les procureurs utilisent ce contenu pour justifier des détentions prolongées alors qu'ils approuvent les rapports de police et qu'ils entrent des poursuites injustifiées contre eux”. HRW a conclu que les autorités égyptiennes violaient “de multiples droits fondamentaux » des personnes LGBTQ, “y compris leurs droits à la vie privée, à l'intégrité corporelle et à la protection contre les traitements et la torture inhumains et dégradants, la libre

circulation, la liberté d'expression, de réunion et d'association, ainsi que leur droit à la non-discrimination et à la protection en vertu de la loi". <https://www.hrw.org/news/2020/10/01/egypt-security-forces-abuse-torture-lgbt-people>

Salvador. Les survivants du massacre d'El Mozote, le plus grand massacre de l'histoire moderne de d'Amérique Latine, ont demandé au procureur général "d'inculper le président Nayib Bukele et le ministre de la Défense René Merino Monroy d'actes arbitraires, de manquement au devoir et de non-respect d'une ordonnance judiciaire" permettant au juge dans l'affaire El Mozote "d'avoir accès aux archives militaires de l'époque", a écrit Naomi Roht-Arriaza, professeur de droit, dans Just Security. Pour le contexte, voir *Nouvelles de la SADH*, juin, août et septembre 2020. <https://www.justsecurity.org/73089/on-el-salvadors-1981-el-mozote-massacre-president-bukele-sides-with-impunity/>

El Faro a publié un article d'enquête sur les adolescentes enlevées par des gangs. Jusqu'en 2019, les disparitions forcées par les gangs ou d'autres civils étaient qualifiées de "privation de liberté"; disparition est devenue un crime en 2019. "La Cour suprême salvadorienne . . . n'a aucune trace du nombre total de condamnations ou d'acquittements pour le crime de privation de liberté pour la période de huit ans entre 2012 et 2020. Le bureau d'information des citoyens salvadoriens, *l'Oficina de Informacion y Respuesta*, affirme que tous les tribunaux du pays n'ont pas le système approprié pour maintenir ces informations, ou que les greffiers du palais de justice n'ont tout simplement pas assez de temps pour le faire. Au cours de ces années, le Procureur général (FGR) a reçu plus de 10 000 plaintes concernant des personnes disparues, mais quand *El Faro* a demandé des informations sur le nombre de cas qui ont été "clos et archivés", le FGR a déclaré que 92% étaient clos, mais "il ne pouvait pas dire immédiatement combien de ces cas ont été clos en raison de la victime trouvée vivante ou morte, parce qu'à partir de 2019, les informations sur la question de savoir si une victime a été retrouvée vivante ou morte sont automatiquement consignées dans nos bases de données. Après avoir examiné les statistiques disponibles, *El Faro* a conclu : "Pour les filles, l'apparition de la puberté signifie entrer dans une ère de risque". https://elfaro.net/en/202009/el_salvador/24843/%E2%80%9CIf-They-Don%E2%80%99t-Behave-They-Disappear%E2%80%9D-Alison-Renderos-and-the-Disappeared-Teen-Girls-of-El-Salvador.htm?utm_source=DB+El+Faro+English&utm_campaign=02ba0e86c8-EMAIL_CAMPAIGN_2020_04_22_01_08_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_3ec9190c89-02ba0e86c8-363082696

France. L'Association des archivistes Français, d'autres associations et particuliers ont demandé au Conseil d'État d'abroger le règlement interministériel qui exige que tous les documents entre 1940 et 1970 qui portent un timbre « secret » soient examinés pour déclassification avant d'être rendus publics. L'appel a souligné que certains de ces documents avaient déjà été fournis aux chercheurs et que certains avaient été reproduits et publiés. Le Conseil international des archives a publié un communiqué de presse à l'appui de ce plaidoyer. Merci à Perrine Canavaggio pour les liens.

<https://www.archivistes.org/Access-aux-archives-classifiees-secret-defense-Un-collectif-d-associations-et-de-> https://www.ica.org/en/press-release-of-the-international-council-on-archives-concerning-the-reclosure-of-access-to-the?utm_source=ICA+Members+and+contacts+Newsletter&utm_campaign=f0e44c99cb-EMAIL_Newsletter_OCT_2020&utm_medium=email&utm_term=0_84a7f06290-f0e44c99cb-225732189

Allemagne. "Les services de sécurité allemands ont enregistré plus de 1 400 cas présumés d'extrémisme d'extrême droite parmi des soldats, des policiers et des agents de renseignement au cours des trois années se terminant en mars, selon un rapport du gouvernement", écrit le *New York Times*. Le rapport a été compilé par les services de renseignement nationaux, dont le chef a déclaré que l'agence continuerait à enquêter pour voir "si nous sommes confrontés à des réseaux d'extrémistes d'extrême droite qui élargissent leurs liens". La plupart des cas — 1 069 — ont été signalés dans l'armée. <https://www.nytimes.com/2020/10/06/world/europe/germany-police-far-right-report.html>

Guatemala. Le ministre de la Culture et des Sports a publié un décret nommant les Archives historiques de la police nationale (AHPN) comme faisant partie du patrimoine culturel de la nation. Après la longue lutte pour protéger ces archives, le décret est rassurant. Merci à Lizbeth Barrientos pour l'information. Pour le contexte, voir *Nouvelles du GTDH*, mai, juin et novembre 2019. https://leyes.infile.com/index.php?id=182&id_publicacion=81864

La Haute Cour "B" a estimé qu'il y a suffisamment de preuves pour engager un procès pénal contre Francisco Cuxum Alvarado, accusé de crimes contre l'humanité et d'agression sexuelle aggravée contre des femmes Maya Achi à Rabinal en 1981" a indiqué *l'International Justice Monitor*. La décision du juge "comprendait des antécédents détaillés fondés sur la preuve présentée par les demandeurs" et il "a lu des

fragments de témoignages de survivants et de documents présentés par les demandeurs à l'appui de sa décision". Pour le contexte, voir *Nouvelles SADH*, février 2020. <https://www.ijmonitor.org/category/guatemala-trials/>

Irlande. Le 30 Octobre, la Commission d'enquête sur les maisons maternelles et de bébé a rendu son rapport final au ministère des enfants et de la Jeunesse. Un débat public intense au cours du mois d'octobre a eu lieu au sujet de la disposition des archives de la Commission, qui comprend une base de données d'informations reliant les enfants et les mères, et l'accès futur aux archives. Le législateur a adopté un projet de loi envoyant les archives à l'Agence pour l'enfance et la famille (TUSLA), que l'Association des archives et des documents, en Irlande, a souligné "n'est pas soumis à la Loi sur les archives nationales" et "n'a aucune obligation légale de maintenir et d'archiver leurs archives pour la divulgation au public en vertu de la règle de 30 ans. RTE a déclaré: "Des contestations judiciaires sont attendues". Pour le contexte, voir *Nouvelles du GTDH*, juin 2014. <https://www.rte.ie/news/2020/1101/1175103-the-hurt-around-mother-and-baby-home-legislation/>; <https://www.araireland.ie/news>

Mexique. *CrisisWatch* a rapporté que les autorités dans l'état de Guanajuato "avait enregistré plus de 100 meurtres" du 1er au 7 Octobre, dont 32 le 5 Octobre. Sur le plan national, le gouvernement a rapporté que 77 171 personnes "sont reportées manquantes depuis 2006, dont 13 281 ont disparu lors du mandat présidentiel de l'administration de Lopez Obrador" qui a commencé le 1^{er} décembre 2018. <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch#overview>

Myanmar. *Human Rights Watch* a publié un rapport sur "plus de 130 000 musulmans, pour la plupart des Rohingyas, ainsi que quelques milliers de Kaman" qui "restent confinés dans des camps dans le centre de l'État de Rakhine qui sont effectivement des centres de détention en plein air, où ils sont détenus arbitrairement et indéfiniment". Sur la base de plus de 90 entretiens (60 avec des Rohingyas au Bangladesh et au Myanmar), d'images satellites et de "plus de 100 documents et rapports internes et publics, de l'ONU et d'universitaires relatifs à la situation dans le centre de l'État de Rakhine" HRW a conclu que les responsables de la situation "devraient être poursuivis de manière appropriée pour les crimes contre l'humanité liés à l'apartheid et à la persécution". <https://www.hrw.org/report/2020/10/08/open-prison-without-end/myanmars-mass-detention-rohingya-rakhine-state>

Nigéria. Après qu'une vidéo montrant une unité de police tirant sur un homme non armé dans la ville d'Ughelli dans l'État du Delta est devenue publique, les manifestations se sont accrues et la police a réagi par de violentes tentatives pour disperser les manifestants. Le 23 octobre, 69 personnes avaient été tuées dans les manifestations et, le 25 octobre, "27 gouvernements des États et [le] territoire de la capitale fédérale avaient mis en place des comités judiciaires pour enquêter sur les abus de la police", a rapporté *CrisisWatch*. <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch#overview>

Macédoine du Nord. En 2015, "des lots de conversations téléphoniques illégalement sur écoute de hauts fonctionnaires" ont été divulgués qui semblaient montrer une ingérence politique dans le processus de lustration. Un procès va maintenant s'ouvrir contre l'ancien ministre des Affaires étrangères et dix membres de l'ancienne Commission lustration pour "abus de pouvoir", a fait savoir *BIRN*. Pour en arrière-plan, voir *Nouvelles du GTDH*, février, avril, mai, juin et septembre 2015. https://balkaninsight.com/2020/10/09/north-macedonia-ex-minister-charged-over-politically-motivated-lustration/?utm_source=Balkan+Insight+Newsletters&utm_campaign=70f44c3b13-BI_DAILY&utm_medium=email&utm_term=0_4027db42dc-70f44c3b13-319725265

Syrie. Le Réseau syrien pour les droits de l'homme (SNHR) a publié un rapport sur la Cour antiterroriste du régime syrien. À partir des données de sa base de données, qui contient des informations provenant de "centaines de familles de détenus renvoyées" à la Cour pour être jugées, des "détails provenant d'un certain nombre d'avocats", des documents obtenus par ces sources et des entretiens avec des "détenus qui ont été jugés" dans ce pays, le SNHR a estimé qu'"au moins 10 767 personnes, dont 896 femmes et 16 enfants, y ont été jugés" depuis sa création en juillet 2012 jusqu'en octobre 2020. Les séances judiciaires ne sont pas ouvertes aux médias ou au public. Des jugements par contumace sont tenus, mais "les décisions ne sont pas publiées; au lieu d'émettre la notification ou l'assignation habituelle à l'accusé, un document imprimé fournissant le nom de l'individu condamné est placé sur un tableau à l'intérieur de la salle d'audience à Damas seulement, ce qui rend impossible pour un citoyen à Homs ... par exemple, de savoir qu'ils ont été jugés". <https://sn4hr.org/wp->

Tunisie. “Un tribunal tunisien a autorisé un homme de 81 ans à retirer un mot de son nom qui l’a marqué comme descendant d’esclaves, dans la première décision du genre dans le pays”, a rapporté la Fondation Thomson Reuters. “Le mot “atig” ou « libéré par » qui désignait à l’origine un esclave libéré . . . fait partie des noms de nombreuses familles tunisiennes”. https://news.trust.org/item/20201016142509-60jw/?utm_campaign=trafficking&utm_medium=newsletter&utm_source=mainListing&utm_content=link2&utm_contentItemId=20201016142509-60jw

Royaume-Uni. L’Enquête indépendante sur les abus sexuels sur les enfants au sein de l’Église d’Angleterre a publié un rapport, affirmant que l’Église “n’a pas protégé les enfants contre les abus sexuels et a créé une culture où les agresseurs pouvaient se cacher”. Elle a indiqué que 390 membres du clergé et d’autres dirigeants d’église ont été reconnus coupables d’abus entre les années 1940 et 2018. La présidente de l’enquête a déclaré: “Au sein de l’Église au Pays de Galles, il n’y avait tout simplement pas assez d’agents de protection pour effectuer le volume de travail requis d’entre eux. On a constaté que la tenue de archives était presque inexistante et qu’elle était peu efficace pour essayer de comprendre les problèmes de sauvegarde passés”. <https://search.aol.com/click/?ytl=A2KLfSQGvX9f3hUApRBpCWWH; ylu=Y29sbwNiZjEEcG9zAzEEdnRpZAMEc2VjA3Ny/RV=2/RE=1602235782/RO=10/RU=https%3a%2f%2fwww.bbc.com%2fnews%2fuk-54433295/RK=0/RS=Naid9XMsnE5a4DUbynzhzJ1.fw>

Un incendie dans la Tour Grenfell en juin 2017 a tué 72 personnes; une enquête a été diligentée depuis septembre 2017, portant sur la rénovation du bâtiment qui a contribué à la catastrophe. *Inside Housing* a indiqué que le chef de projet de la rénovation “a admis qu’elle a jeté ses dossiers et notes relatifs à la rénovation un an après l’incendie”, et un autre gestionnaire a remis le 16 Octobre “huit registres et cinq journaux sur le projet qu’il avait gardé à son domicile” qui, selon l’avocat de l’enquête contenait “des documents de la plus haute pertinence” à l’enquête. <https://www.insidehousing.co.uk/news/kctmo-project-manager-admits-destroying-evidence-relating-to-grenfell-refurbishment-after-fire-68240>

États-Unis. Le lynchage de deux couples noirs près du pont Ford de Moore en Géorgie en 1946, dont personne n’a été tenu responsable, est l’un des cas cruciaux qui ont mené au mouvement des droits civiques. Deux historiens ont demandé à la Cour de district des États-Unis d’avoir accès aux archives du grand jury sur l’affaire. La Cour a accepté, mais la Cour du circuit (supérieure) a infirmé la décision et maintenant la Cour suprême a refusé d’entendre l’affaire, laissant la décision de la Cour de circuit valide. Cela va à l’encontre du précédent qui, depuis 1984, a permis la publication des archives de grands jurys dans une “situation exceptionnelle” comme une affaire historiquement importante, a rapporté *Law.com*. Pour le contexte, voir Nouvelles de SADH, février 2019. <https://www.law.com/dailyreportonline/2020/10/19/us-justices-wont-take-case-over-1946-georgia-lynching-records/>

L’agence des douanes et de la protection des frontières (CBP) des États-Unis a proposé aux Archives nationales une révision du calendrier de conservation des records du CBP afin de lui permettre de détruire les dossiers de plaintes pour violations des droits civils, les enquêtes administratives et criminelles des agents du CBP et les dossiers recueillis par le CBP dans le cadre de la Loi sur l’élimination des viols dans les prisons, a rapporté *The Intercept*. *L’American Civil Liberties Union* (ACLU), d’autres ONG et universitaires ont appelé les Archives nationales à rejeter cette demande. L’ACLU a déclaré dans un communiqué: “Une agence en proie à des abus ne devrait pas être autorisée à purger sa propre piste papier d’actes répréhensibles”. https://theintercept.com/2020/10/06/homeland-security-dhs-misconduct-records-erasure/?utm_medium=email&utm_source=The%20Intercept%20Newsletter

Pour tester l’impact sur la santé des dépenses publiques sur les services de soins de santé, une équipe de recherche a comparé les données de l’État de 2000 à 2016 pour le nombre de décès infantiles au cours de la première année de vie pour 1000 naissances vivantes, stratifié par race et ethnicité, recueillies par le *National Center for Health Statistics* des États-Unis à l’enquête annuelle du Bureau du recensement des États-Unis sur les finances des États et des gouvernements locaux. Ils ont constaté qu’une augmentation de 0,30 \$ par personne des dépenses environnementales était associée à une diminution de 0,03 décès pour 1 000 naissances vivantes, et qu’une augmentation de 0,73 \$ par personne des dépenses en services sociaux était associée à une diminution de 0,02 décès pour 1 000 naissances vivantes. Les nourrissons nés

de mères âgées de moins de 20 ans ont eu le plus grand bénéfice de l'augmentation des dépenses". <https://pediatrics.aappublications.org/content/pediatrics/early/2020/10/15/peds.2020-1134.full.pdf>

“La pandémie de coronavirus a entravé l'accès aux records gouvernementaux à un moment où le public s'intéresse beaucoup aux réponses officielles à la crise sanitaire”, a rapporté le *Washington Post*. “Le Comité des reporters pour la liberté de la presse, qui apporte un soutien juridique aux journalistes, a catalogué plus de 130 cas où des représentants de l'État et locaux dans 39 États et dans le district de Columbia ont cité la pandémie comme une raison de restreindre l'accès aux documents publics”. https://www.washingtonpost.com/investigations/public-records-requests-fall-victim-to-the-coronavirus-pandemic/2020/10/01/cba2500c-b7a5-11ea-a8da-693df3d7674a_story.html

Médecins pour les droits de l'homme (PHR) “a examiné les preuves d'un recours excessif à la force par des agents du Portland [Oregon] Police Bureau (PPB) et des agents fédéraux en juillet 2020, en se concentrant à la fois sur les attaques contre les médecins protestataires volontaires et sur les propres expériences des médecins traitant les manifestants blessés”. À l'aide de dossiers médicaux, de photographies, d'entrevues et de leurs propres examens médicaux, PHR a constaté que “les agents du PPB et les agents fédéraux se sont livrés à un usage disproportionné et excessif de la force contre les manifestants et les médecins au cours des mois de juin et juillet 2020” et que “sauf dans de rares cas signalés, les ambulanciers paramédicaux affiliés au PPB et au service d'incendie n'ont pas fourni de soins médicaux aux manifestants blessés” et que “les ambulances officielles ont été empêchées pendant une grande partie de juillet d'arriver dans un périmètre” du site de la manifestation. <https://phr.org/our-work/resources/now-they-just-seem-to-want-to-hurt-us-portland-oregon/>

“Sur la base de 110 demandes de documents publics aux organismes d'application de la loi d'État et locaux à travers le pays” qui ont obtenu plus de 12000 pages de documents, *Upturn* a constaté que plus de 2000 organismes d'application de la loi dans les 50 États et le district de Columbia ont acheté “appareils mobiles outils médico-légaux . . . une technologie puissante qui permet à la police d'extraire une copie complète des données d'un téléphone cellulaire — tous les courriels, textes, photos, emplacement, données d'application, et plus encore — qui peuvent ensuite être recherchées de façon programmatique”. Les agences “ont procédé à des centaines de milliers d'extractions de téléphones portables depuis 2015, souvent sans mandat”. <https://www.upturn.org/reports/2020/mass-extraction/>

À l'aide des données du dossier d'utilisation publique de l'Enquête nationale sur la victimisation de la criminalité 2017 du Bureau des Statistiques judiciaires, les chercheurs ont constaté que les minorités sexuelles et de genre (MGM) sont “des victimes disproportionnées dans divers crimes”. Le “taux de victimisations violentes” était de 71,1 victimisations pour 1 000 personnes atteintes de MGM, comparativement à 19,2 victimisations pour 1 000 personnes qui ne le sont pas. <https://advances.sciencemag.org/content/6/40/eaba6910>

États-Unis/Caroline du Nord. Le conseil municipal de Greensboro “a approuvé une résolution d'excuses près de 41 ans après que cinq manifestants ont été abattus par des membres du Ku Klux Klan et du Parti nazi américain dans une communauté de logements à faible revenu lors d'un rassemblement “Mort au Klan” organisé par le Parti communiste des travailleurs” le 3 novembre 1979, a rapporté *Greensboro News and Record*. La résolution crée également une bourse d'études pour cinq élèves du secondaire à la mémoire des cinq personnes décédées. Le rapport de mai 2006 de la Commission de vérité et réconciliation de Greensboro qui a enquêté sur l'incident a constitué un contexte pour la résolution. https://greensboro.com/this-is-what-we-support-forty-years-later-city-apologizes-for-greensboro-massacre/article_4b4a4bc0-0756-11eb-99b6-233f0f64860f.html

Yémen. “Une étude unique en son genre utilisant des images satellites pour compter les tombes fraîches et analyser l'activité funéraire” dans “tous les cimetières identifiables” de la région d'Aden par des chercheurs de la *London School of Hygiene and Tropical Medicine* les a amenés à estimer à 2100 le nombre de décès dus à l'épidémie de coronavirus, rapporte *Reuters*. Le nombre officiel de morts était de 600 le 25 octobre. <https://news.trust.org/item/20201027223615-ph38r/>

Classes, publications.

Swisspeace, en collaboration avec l'Université de Bâle, proposera un cours *Dealing with the Past* en format virtuel, du 28 au 29 janvier et du 4 au 5 février, après-midi CET. https://www.swisspeace.ch/continuing-education/postgraduate-courses/dealing-with-the-past-course?utm_source=swisspeace+Newsletter&utm_campaign=ee270d4019-EMAIL_CAMPAIGN_2019_09_23_06_52_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_5bd07ecd68-ee270d4019-336961237

Enregistrement du groupe d'experts du 24 septembre sur les personnes disparues et la gouvernance de la mémoire, organisé par le T.M.C. Asser Instituut, le projet MELA et le Groupe de travail des Nations Unies sur les disparitions forcées ou involontaires : https://www.youtube.com/watch?v=LVLZqW1f0o4&feature=emb_logo&ab_channel=T.M.C.AsserInstituut

Organisation internationale des normes : ISO 16175, deuxième édition, "Processus et exigences fonctionnelles pour les logiciels de gestion des records". <https://www.iso.org/obp/ui/#iso:std:iso:16175:-1:ed-2:v1:en>
<https://www.iso.org/obp/ui/#iso:std:iso:ts:16175:-2:ed-2:v1:en>

World Resources Institute: "Saper les droits: Terres autochtones et l'exploitation minière en Amazonie": https://publications.wri.org/undermining_rights/executive-summary#data-and-findings

The Conversation: "Rapatrier les archives: Les érudits de Lumbee trouvent leur peuple et les ramènent à la maison": <https://theconversation.com/repatriating-the-archives-lumbee-scholars-find-their-people-and-bring-them-home-129220>

Merci de partager avec nous ! trudy@trudypeterson.com

La Section des archives et des droits de l'homme est reconnaissante au magazine d'archives italien en ligne *Il Mondo degli Archivi* d'avoir géré la distribution de *La Lettre d'Information de la SADH*. Pour vous abonner aux Nouvelles, entrez les informations requises sur le formulaire que vous trouverez ici : <https://anai.us13.list-manage.com/subscribe?u=5942a8a83f3023c6a5a63139e&id=324882c3f7>

Ce bulletin est publié sous licence Creative Commons. N'hésitez pas à le faire circuler et à le réutiliser à des fins non commerciales.

(Traduction française : Rémi DUBUISSON)